



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Asociación Civil Hecho por Nosotros, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Introduction

Hecho por Nosotros accueille avec satisfaction le thème prioritaire de la 62^e session de la Commission de la condition de la femme, intitulé « problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural », et invite instamment la Commission à promouvoir davantage l'industrie textile durable, un sujet qui offre une plateforme pour aborder divers thèmes liés au développement durable, en particulier avec les femmes et les filles des zones rurales.

L'industrie textile est depuis toujours l'un des secteurs d'activité les plus majoritairement féminins : on estime en effet qu'elle emploie 85 % de femmes. Pour toutes ces femmes, le développement est étroitement lié aux conditions de travail. C'est gagner un salaire décent et travailler dans la dignité et dans des conditions de sécurité élémentaires. C'est sortir de la pauvreté, pouvoir envoyer leurs enfants à l'école, gagner en indépendance et s'épanouir personnellement. Enfin, c'est se sentir digne et être capable de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille grâce à l'émancipation économique. Les femmes jouent par ailleurs un rôle important dans l'amélioration et la protection de l'alimentation et de l'état nutritionnel des membres de leur famille grâce à la nourriture qu'elles produisent et préparent et aux soins qu'elles prodiguent et enseignent. Augmenter les revenus des femmes, c'est améliorer la nutrition des familles, et en particulier des enfants. Pour progresser en ce sens, il faut selon nous prendre des mesures inclusives et élargir les perspectives économiques des femmes, en particulier en milieu rural.

Des politiques inclusives en milieu rural

L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles est non seulement une question de respect des droits fondamentaux, mais aussi un moyen essentiel d'accélérer le développement durable, et doit, à ce titre, être inscrite dans les politiques rurales. Il a été prouvé à maintes reprises que l'autonomisation des femmes et des filles a un effet multiplicateur et contribue à stimuler la croissance économique et le développement dans le monde entier.

L'industrie textile, secteur manufacturier élémentaire, est un important moteur de l'économie et de l'emploi dans de nombreuses zones rurales de pays à faible revenu. Elle emploie des millions de personnes dans le cadre de l'économie formelle, et jusqu'à 40 % de ce chiffre dans l'économie souterraine. On estime que dans le monde, 85 % des travailleurs du textile sont des femmes. Les retombées positives des emplois et des salaires créés par l'industrie textile contribuent de manière considérable à l'autonomisation économique des femmes et à la lutte contre les inégalités entre les sexes. Si les bonnes conditions et un environnement favorable et inclusif sont instaurés, l'industrie textile peut être un excellent tremplin pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, en particulier pour les femmes qui vivent en milieu rural.

En plus d'être salubre sur le plan économique, l'égalité des sexes contribue au développement durable, et ce de trois façons : premièrement, le fait de supprimer les obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès à la même éducation, aux mêmes perspectives économiques et aux mêmes facteurs de production que les hommes peut générer d'importants gains de productivité, stimuler l'activité économique et contribuer à réduire la pauvreté en créant des débouchés

économiques pour les femmes des zones rurales. Deuxièmement, l'amélioration du statut des femmes, en termes absolus comme relatifs, a des retombées positives sur de nombreux aspects du développement, et en premier lieu sur leurs enfants. Par ailleurs, la prise en compte de la problématique hommes-femmes joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la faim. Si leurs salaires sont plus élevés, les femmes pourront dépenser davantage en denrées alimentaires, au bénéfice de toute la famille. Cela est particulièrement vrai dans les communautés rurales, où, du fait de la situation économique et de l'état de la production agricole, l'alimentation n'est ni assez nourrissante, ni assez variée. Troisièmement, l'égalité des sexes rééquilibre les chances : donner aux femmes et aux hommes des chances égales de s'investir dans la vie sociale et politique, de prendre des décisions et d'orienter les politiques permettra au fil du temps de façonner des institutions et des politiques plus représentatives et qui profitent à tous, au service d'un développement meilleur.

En Amérique latine, où beaucoup de familles rurales travaillent dans la production de fibres naturelles, les programmes inclusifs qui profitent aux agriculteurs et aux producteurs des zones rurales devraient être au cœur des politiques de développement.

Élargir les perspectives économiques

Si l'on veut améliorer la situation socioéconomique des femmes dans les zones rurales, il demeure impératif d'élargir leurs perspectives économiques. Renforcer la participation des femmes à l'activité économique permet de les démarginaliser davantage et d'accroître leurs chances de participer à la prise de décisions au niveau local.

Les avantages de cette démarche sont multiples. Une étude portant sur des cas observés au Bangladesh a montré que lorsqu'une usine textile s'installe dans une zone peuplée par des travailleurs pauvres, le niveau d'instruction des femmes augmente et l'âge du mariage et du premier enfant recule. Toujours d'après l'étude, les filles vivant à proximité d'une usine textile restaient scolarisées 1,5 an de plus que les garçons de leur famille. Cela tend à prouver que l'industrie contribue à améliorer l'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation et vérifie également l'argument selon lequel puisque la plupart des travailleurs de l'industrie textile sont des femmes, il est logique que leur comportement soit davantage modifié par l'implantation d'une usine textile que celui des hommes (Heath & Mushfiq Mobarak, 2015).

Nous appelons les États membres de la Commission à concevoir des programmes visant à aider les travailleurs et artisans du textile qui vivent dans des zones rurales à accéder aux marchés nationaux et internationaux, à mettre en valeur la culture traditionnelle du textile, et à permettre aux femmes de perfectionner encore leur savoir-faire. Ce n'est qu'en travaillant ensemble et en tenant compte de la manière dont les différents objectifs de développement durable sont liés entre eux que nous pourrons faire réellement progresser le Programme 2030 et le développement durable.